



SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE
BOLLETTINO

HOLY SEE PRESS OFFICE BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIÈGE PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLIS
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE SALA DE IMPRENSA DA SANTA SÉ
BIURO PRASOWE STOLICY APOSTOLSKIEJ دار الصحافة التابعة للكرسي الرسولي

N. 0569

Martedì 27.09.2011

Sommario:

◆ **INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI, SEGRETARIO DELLA SEGRETERIA DI STATO PER I RAPPORTI CON GLI STATI, ALLA LXVI SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELLE NAZIONI UNITE (NEW YORK, 27 SETTEMBRE 2011)**

◆ **INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI, SEGRETARIO DELLA SEGRETERIA DI STATO PER I RAPPORTI CON GLI STATI, ALLA LXVI SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELLE NAZIONI UNITE (NEW YORK, 27 SETTEMBRE 2011)**

INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI, SEGRETARIO DELLA SEGRETERIA DI STATO PER I RAPPORTI CON GLI STATI, ALLA LXVI SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELLE NAZIONI UNITE (NEW YORK, 27 SETTEMBRE 2011)

• INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI

• TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Pubblichiamo di seguito l'intervento che il Segretario della Segreteria di Stato per i Rapporti con gli Stati, S.E. l'Arcivescovo Mons. Dominique Mamberti, ha pronunciato oggi a New York, nel corso del Dibattito Generale della 66ma Sessione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite:

• INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI

Monsieur le Président,

En premier lieu, permettez-moi de vous féliciter pour votre élection à la Présidence de la LXVI^e session de

l'Assemblée Générale de l'ONU et de vous assurer de la pleine et sincère collaboration du Saint-Siège. Mes félicitations s'étendent aussi au Secrétaire Général, S.E. Monsieur Ban Ki-moon, qui, au cours de cette session, le 1er janvier 2012, débutera son second mandat. Je voudrais également saluer cordialement la Délégation du Sud Soudan, devenu le 193ème pays membre de l'Organisation en juillet dernier.

Monsieur le Président,

Comme chaque année, le débat général offre l'occasion d'affronter les principales questions qui préoccupent l'humanité en recherche d'un avenir meilleur pour tous. Les défis posés à la communauté internationale sont nombreux et difficiles. Ils mettent toujours plus en lumière la profonde interdépendance existant à l'intérieur de la « famille des nations », qui voit dans l'ONU un instrument important, malgré ses limites, dans l'identification et la mise en œuvre des solutions aux principaux problèmes internationaux. Dans ce contexte, sans vouloir être exhaustif, je voudrais m'arrêter sur quelques défis prioritaires, afin que le concept de « famille des nations » se concrétise toujours davantage.

Le premier défi est d'ordre humanitaire. C'est celui qui interpelle la communauté internationale tout entière, ou mieux, la « famille des nations », à prendre soin de ses composantes les plus faibles. Dans certaines parties du monde, comme dans la Corne de l'Afrique, nous sommes malheureusement en présence d'urgences humanitaires graves et dramatiques qui provoquent l'exode de millions de personnes, en majorité des femmes et des enfants, avec un nombre élevé de victimes de la sécheresse, de la faim et de la malnutrition. Le Saint-Siège désire renouveler son appel, plusieurs fois exprimé par le Pape Benoît XVI, à la communauté internationale pour amplifier et soutenir les politiques humanitaires dans de telles zones et influencer concrètement sur les différentes causes qui en accroissent la vulnérabilité.

Ces urgences humanitaires portent à souligner la nécessité de trouver des formes innovatrices pour mettre en œuvre le principe de la *responsabilité de protéger*, au fondement de laquelle se trouve la reconnaissance de l'unité de la famille humaine et l'attention pour la dignité innée de chaque homme et de chaque femme. Comme on le sait, un tel principe se réfère à la responsabilité de la communauté internationale d'intervenir dans des situations dans lesquelles les Gouvernements ne peuvent pas à eux seuls, ou ne veulent pas, s'acquitter du devoir premier qui leur incombe de protéger leur population des violations graves des droits de l'homme, comme aussi des conséquences des crises humanitaires. Si les États ne sont pas en mesure de garantir une telle protection, la communauté internationale doit intervenir avec les moyens juridiques prévus par la Charte des Nations Unies et par d'autres instruments internationaux.

Le risque que ledit principe puisse être invoqué dans certaines circonstances comme un motif commode pour l'usage de la force militaire, est toutefois à rappeler. Il est bon de redire que même l'usage de la force conforme aux règles des Nations Unies doit être une solution limitée dans le temps, une mesure de véritable urgence qui est accompagnée et suivie par un engagement concret de pacification. Ce dont il y a besoin, par conséquent, pour répondre au défi de la 'responsabilité de protéger', c'est d'une recherche plus profonde des moyens de prévenir et de gérer les conflits, en explorant toutes les voies diplomatiques possibles à travers la négociation et le dialogue constructif et en prêtant attention et encouragement même aux plus faibles signes de dialogue ou de désir de réconciliation de la part des parties impliquées. La responsabilité de protéger doit s'entendre non seulement en termes d'intervention militaire, qui devrait représenter le tout dernier recours, mais, avant tout, comme un impératif pour la communauté internationale d'être unie face aux crises et de créer des instances pour des négociations correctes et sincères, pour soutenir la force morale du droit, pour rechercher le bien commun et pour inciter les gouvernements, la société civile et l'opinion publique à trouver les causes et à offrir des solutions aux crises de toutes sortes, en agissant en étroite collaboration et solidarité avec les populations touchées et en ayant toujours à cœur, par-dessus tout, l'intégrité et la sécurité de tous les citoyens. Il est donc important que la responsabilité de protéger, entendue en ce sens, soit le critère et la motivation qui sous-tendent tout le travail des États et de l'Organisation des Nations Unies pour restaurer la paix, la sécurité et les droits de l'homme. D'ailleurs, l'histoire longue et généralement réussie des opérations de maintien de la paix (*peacekeeping*) et les initiatives plus récentes de construction de la paix (*peacebuilding*) peuvent offrir des expériences valables pour concevoir des modèles de mise en œuvre de la responsabilité de protéger dans le plein respect du droit international et des intérêts légitimes de toutes les parties impliquées.

Monsieur le Président,

Le respect de la liberté religieuse est la voie fondamentale pour la construction de la paix, la reconnaissance de la dignité humaine et la sauvegarde des droits de l'homme. C'est le second défi sur lequel je voudrais m'arrêter. Les situations dans lesquelles le droit à la liberté religieuse est lésé ou nié aux croyants de différentes religions, sont malheureusement nombreuses ; on observe, hélas, une augmentation de l'intolérance pour motifs religieux, et malheureusement on constate que les chrétiens sont actuellement le groupe religieux qui subit le plus grand nombre de persécutions à cause de sa foi. Le manque de respect de la liberté religieuse représente une menace pour la sécurité et la paix et empêche la réalisation d'un authentique développement humain intégral. Le poids particulier d'une religion déterminée dans une nation ne devrait jamais impliquer que les citoyens appartenant à d'autres confessions soient discriminés dans la vie sociale ou, pire encore, que soit tolérée la violence contre ceux-ci. A ce propos, il est important qu'un engagement commun à reconnaître et à promouvoir la liberté religieuse de chaque personne et de chaque communauté soit favorisé par un dialogue interreligieux sincère, promu et mis en œuvre par les représentants des différentes confessions religieuses et appuyé par les Gouvernements et par les instances internationales. Je renouvelle aux Autorités civiles et aux chefs religieux l'appel préoccupé du Saint-Siège afin que soient adoptées des mesures efficaces pour la protection des minorités religieuses, là où elles sont menacées, et afin que, partout, les croyants de toutes confessions puissent vivre en sécurité et continuer à apporter leur contribution à la société dont ils sont membres. Pensant à la situation dans certains pays, je voudrais redire, en particulier, que les chrétiens sont des citoyens au même titre que les autres, liés à leur patrie et fidèles à tous leurs devoirs nationaux. Il est normal qu'ils puissent jouir de tous les droits de citoyenneté, de la liberté de conscience et de culte, de la liberté dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation et dans l'usage des moyens de communication.

D'autre part, il y a des pays où, bien qu'on accorde une grande importance au pluralisme et à la tolérance, paradoxalement, on tend à considérer la religion comme un facteur étranger à la société moderne ou voire même déstabilisant, en cherchant par divers moyens à la marginaliser et à en empêcher toute influence dans la vie sociale. Mais comment peut-on nier la contribution des grandes religions du monde au développement de la civilisation ? Comme l'a souligné le Pape Benoît XVI, la recherche sincère de Dieu a porté à un plus grand respect de la dignité de l'homme. Par exemple, les communautés chrétiennes, avec leurs patrimoines de valeurs et de principes, ont fortement contribué à la prise de conscience des personnes et des peuples par rapport à leur propre identité et dignité, ainsi qu'à la conquête des institutions de l'Etat de droit et à l'affirmation des droits de l'homme et de ses devoirs correspondants. Dans une telle perspective, il est important que les croyants, aujourd'hui comme hier, se sentent libres d'offrir leur contribution à la promotion d'un juste ordonnancement des réalités humaines non seulement par un engagement responsable au niveau civil, économique et politique, mais aussi par le témoignage de leur charité et de leur foi.

Un troisième défi que le Saint-Siège voudrait porter à l'attention de cette assise concerne la prolongation de la crise économique et financière mondiale. Nous savons tous qu'un élément fondamental de la crise actuelle est le déficit d'éthique dans les structures économiques. L'éthique n'est pas un élément externe à l'économie, et l'économie est sans avenir si elle ne porte en soi l'élément moral : en d'autres termes, la dimension éthique est fondamentale pour affronter les problèmes économiques. L'économie ne fonctionne pas seulement par une autorégulation du marché et encore moins par des accords qui se limitent à concilier les intérêts des plus puissants ; elle a besoin d'une raison d'être éthique, afin de fonctionner pour l'homme. L'idée de produire des ressources et des biens, c'est-à-dire l'économie, et de les gérer d'une manière stratégique, c'est-à-dire politique, sans chercher par les mêmes actions à faire le bien, c'est-à-dire sans éthique, s'est révélée être une illusion ingénue ou cynique, toujours fatale. Par ailleurs, chaque décision économique a une conséquence morale. L'économie a donc besoin de l'éthique pour son fonctionnement correct ; non d'une éthique quelconque, mais bien d'une éthique centrée sur la personne et capable d'offrir des perspectives aux nouvelles générations. Les activités économiques et commerciales orientées vers le développement devraient être capables de diminuer effectivement la pauvreté et d'alléger les souffrances des plus démunis. Le Saint-Siège encourage dans ce sens le renforcement de l'Aide publique au développement, en conformité avec les engagements pris à Gleneagles. Et ma Délégation a l'espoir que les discussions sur ce thème, à l'occasion du prochain Dialogue de haut niveau sur le « Financement du développement », portent les résultats espérés. D'autre part, le Saint-Siège a souligné plusieurs fois l'importance d'une réflexion nouvelle et approfondie sur le sens de l'économie et de ses objectifs, ainsi qu'une révision clairvoyante de l'architecture financière et commerciale globale pour en corriger les

dysfonctionnements et les distorsions. Cette révision des règles économiques internationales doit s'insérer dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau modèle global de développement. En réalité, l'état de santé écologique de la planète l'exige ; et le requiert surtout la crise culturelle et morale de l'homme, dont les symptômes sont évidents partout dans le monde depuis longtemps.

Cette réflexion doit inspirer aussi les travaux de la Conférence de l'ONU sur le développement durable (Rio+20), du mois de juin prochain, dans la conviction que « l'être humain doit être au centre des préoccupations pour le développement durable », comme il est affirmé dans le premier principe de la Déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement. Le sens de la responsabilité et la sauvegarde de l'environnement devraient être guidés par la conscience d'être une « famille des nations ». L'idée de « famille » évoque immédiatement quelque chose de plus que les relations simplement fonctionnelles ou les simples convergences d'intérêts. Une famille est par sa nature une communauté fondée sur l'interdépendance, sur la confiance mutuelle, sur l'entraide et le respect sincère. Son plein développement se base non sur la suprématie du plus fort, mais sur l'attention au plus faible et marginalisé, et sa responsabilité s'étend aux générations futures. Le respect pour l'environnement devrait nous rendre plus attentifs aux besoins des peuples plus défavorisés ; il devrait créer une stratégie pour un développement centré sur les personnes, favorisant la solidarité et la responsabilité à l'égard de tous, y compris les générations à venir.

Cette stratégie ne peut que bénéficier de la Conférence de l'ONU sur le Traité sur le commerce des armes (TCA), prévue en 2012. Un commerce des armes qui n'est pas réglementé ni transparent, a d'importantes répercussions négatives. Il freine le développement humain intégral, augmente les risques de conflits, surtout internes, et d'instabilité, et promeut une culture de violence et d'impunité, souvent liée aux activités criminelles, dont le trafic de drogue, la traite des êtres humains et la piraterie, qui constituent toujours plus de graves problèmes internationaux. Les résultats de l'actuel processus TCA seront un test de la volonté réelle des États d'assumer leur responsabilité morale et juridique dans ce domaine. La communauté internationale doit se préoccuper de parvenir à un Traité pour le Commerce des Armes qui soit effectif et applicable, consciente du grand nombre de ceux qui sont affectés par le commerce illégal des armes et des munitions et de leurs souffrances. En effet, le but principal du Traité devrait être non seulement celui de réguler le commerce des armes conventionnelles ou de faire obstacle au marché noir, mais aussi et surtout celui de protéger la vie humaine et de construire un monde plus respectueux de la dignité humaine.

Monsieur le Président,

De fait, c'est sa contribution à la construction d'un monde plus respectueux de la dignité humaine qui démontrera la capacité effective de l'ONU à remplir sa mission, qui a pour but d'aider la « famille des nations » à poursuivre des objectifs communs de paix, de sécurité et d'un développement humain intégral pour tous.

La pensée du Saint-Siège va aussi vers les événements qui se déroulent dans certains pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Je voudrais renouveler ici l'appel du Saint-Père Benoît XVI afin que tous les citoyens, en particulier les jeunes, mettent tout en œuvre pour promouvoir le bien commun et pour construire des sociétés où la pauvreté soit vaincue et où tout choix politique soit inspiré par le respect pour la personne humaine ; des sociétés dans lesquelles la paix et la concorde triompheront sur la division, la haine et la violence.

Une dernière observation concerne la demande de reconnaissance de la Palestine comme État membre des Nations Unies, présentée ici-même le 23 septembre par le Président de l'Autorité Nationale Palestinienne, Monsieur Mahmoud Abbas. Le Saint-Siège considère cette initiative dans la perspective des tentatives de trouver une solution définitive, avec l'appui de la communauté internationale, à la question déjà affrontée par la Résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 29 novembre 1947. Ce document fondamental pose la base juridique pour l'existence de deux États. L'un d'entre eux a déjà vu le jour, alors que l'autre n'a pas encore été constitué, bien que près de soixante-quatre ans se soient passés. Le Saint-Siège est convaincu que, si on veut la paix, il faut savoir adopter des décisions courageuses. Il souhaite que les organes compétents des Nations Unies prennent une détermination qui aide à mettre en œuvre effectivement l'objectif final, c'est-à-dire la réalisation du droit des Palestiniens à avoir leur propre État indépendant et souverain et du droit des Israéliens à la sécurité, les deux États étant munis de frontières reconnues internationalement. La

réponse des Nations Unies, quoi qu'il en soit, ne constituera pas une solution complète et l'on ne pourra atteindre la paix durable que par des négociations de bonne foi entre Israéliens et Palestiniens, évitant actions ou conditions qui contredisent les déclarations de bonne volonté. Le Saint-Siège, par conséquent, exhorte les parties à reprendre les négociations avec détermination et adresse un pressant appel à la communauté internationale afin qu'elle accroisse son engagement et stimule sa créativité et ses initiatives, pour qu'on arrive à une paix durable, dans le respect des droits des Israéliens et des Palestiniens.

Merci, Monsieur le Président !

[01350-03.01] [Texte original: Français]

• **TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA**

Signor Presidente,

A nome della Santa Sede, ho il piacere di congratularmi con Lei per la sua elezione alla Presidenza della LXVI sessione dell'Assemblea Generale dell'ONU e di assicurarLe la piena e sincera collaborazione della Santa Sede. Le mie felicitazioni si estendono anche al Segretario Generale, SE il Sig. Ban Ki-moon, il quale, nel corso di questa sessione, il 1° gennaio 2012, comincerà il secondo mandato. Vorrei altresì salutare cordialmente la Delegazione del Sud Sudan, divenuto lo scorso luglio il 193° Paese membro dell'Organizzazione.

Signor Presidente,

Come ogni anno, il dibattito generale offre l'occasione di condividere e di affrontare le principali questioni che preoccupano l'umanità alla ricerca di un futuro migliore per tutti. Le sfide poste alla comunità internazionale sono numerose ed impegnative. Esse mettono sempre più in luce la profonda interdipendenza esistente all'interno della "famiglia delle Nazioni", la quale vede nell'ONU uno strumento importante, malgrado i suoi limiti, nell'individuare e nell'implementare soluzioni alle principali problematiche internazionali. In tale contesto, senza voler essere esaustiva, la Santa Sede intende soffermarsi su alcune sfide prioritarie, affinché il concetto di "famiglia delle Nazioni" si concretizzi sempre più.

La prima sfida è di ordine umanitario. E' quella che interpella l'intera comunità internazionale, o meglio, la "famiglia delle Nazioni", a prendersi cura dei suoi componenti più deboli. In alcune parti del mondo, come nel Corno d'Africa, siamo purtroppo in presenza di gravi e drammatiche emergenze umanitarie che provocano l'esodo di milioni di persone, soprattutto donne e bambini, con un numero elevato di vittime della siccità, della fame e della denutrizione. La Santa Sede desidera rinnovare l'appello, più volte espresso da Papa Benedetto XVI, alla comunità internazionale per aumentare e sostenere le politiche umanitarie in tali zone e incidere concretamente sulle differenti cause che ne accrescono la vulnerabilità.

Queste emergenze umanitarie portano a sottolineare la necessità di trovare forme innovative per attuare il principio della *responsabilità di proteggere*, alle cui fondamenta si trova il riconoscimento dell'unità della famiglia umana e l'attenzione per l'innata dignità di ogni uomo e di ogni donna. Come è noto, tale principio si riferisce alla responsabilità della comunità internazionale di intervenire in situazioni in cui i Governi non possono da soli, o non vogliono assolvere al dovere primario che incombe loro di proteggere la propria popolazione da violazioni gravi dei diritti dell'uomo, come pure dalle conseguenze delle crisi umanitarie. Se gli Stati non sono in grado di garantire simile protezione, la comunità internazionale deve intervenire con i mezzi giuridici previsti dalla Carta delle Nazioni Unite e da altri strumenti internazionali.

Il rischio che detto principio potrebbe essere invocato in certe circostanze come motivo comodo per l'uso della forza militare va tuttavia richiamato. È bene ribadire che persino l'uso della forza conforme alle regole delle Nazioni Unite deve essere una soluzione limitata nel tempo, una misura di vera emergenza che va accompagnata e seguita da un concreto impegno di pacificazione. Ciò di cui vi è bisogno, pertanto, per rispondere alla sfida della "responsabilità di proteggere", è una ricerca più profonda di modi di prevenire e di gestire i conflitti, esplorando tutte le vie diplomatiche possibili attraverso il negoziato e il dialogo costruttivo e

prestando attenzione ed incoraggiamento anche ai più flebili segni di dialogo o di desiderio di riconciliazione da parte dei soggetti coinvolti. La responsabilità di proteggere deve intendersi non solo in termini di intervento militare, che dovrebbe rappresentare realmente l'ultimo ricorso, ma, prima di tutto, come necessità della comunità internazionale di essere unita di fronte alle crisi e di creare istanze per negoziati corretti e sinceri, per sostenere la forza morale del diritto, per ricercare il bene comune e per esortare i governi, la società civile e l'opinione pubblica a trovare le cause e a offrire le soluzioni a qualsiasi tipo di crisi, operando in stretta collaborazione e solidarietà con le popolazioni colpite ed avendo sempre a cuore, al di sopra di tutto, l'incolumità e la sicurezza dei cittadini. E' quindi importante che la responsabilità di proteggere, intesa in tale modo, sia il criterio e la motivazione che sottende tutto il lavoro degli Stati e dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per ripristinare la pace, la sicurezza e i diritti dell'uomo. D'altronde, la lunga e in genere riuscita storia delle operazioni di mantenimento della pace ("*peacekeeping*") e le iniziative più recenti di costruzione della pace ("*peacebuilding*") possono offrire esperienze valide per concepire modelli di attuazione della responsabilità di proteggere nel pieno rispetto del diritto internazionale e dei legittimi interessi di tutte le parti coinvolte.

Signor Presidente,

Il rispetto della libertà religiosa è la via fondamentale per la costruzione della pace, il riconoscimento della dignità umana e la tutela dei diritti dell'uomo. Questa è la seconda sfida sulla quale mi vorrei soffermare. Le situazioni nelle quali il diritto alla libertà religiosa è lesa o negato ai credenti delle diverse religioni sono purtroppo numerose; si osserva, malauguratamente, un aumento dell'intolleranza per motivi religiosi, e purtroppo si constata che i cristiani sono attualmente il gruppo religioso che subisce il maggior numero di persecuzioni a causa della propria fede. Il mancato rispetto della libertà religiosa rappresenta una minaccia alla sicurezza e alla pace e impedisce la realizzazione di un autentico sviluppo umano integrale. Il peso particolare di una determinata religione in una nazione non dovrebbe mai implicare che i cittadini appartenenti ad altre confessioni siano discriminati nella vita sociale o, peggio ancora, che sia tollerata la violenza contro di essi. A questo proposito, è importante che un impegno comune a riconoscere e promuovere la libertà religiosa di ogni persona e di ogni comunità venga favorito da un sincero dialogo inter-religioso, promosso e attuato dai rappresentanti delle differenti confessioni religiose e appoggiato dai Governi e dalle istanze internazionali. Rinnovo alle Autorità di tutti i Paesi e ai capi religiosi il preoccupato appello della Santa Sede ad adottare misure efficaci per la protezione delle minoranze religiose, laddove esse sono minacciate, e adoperarsi affinché i credenti di tutte le confessioni possano vivere in sicurezza e continuare ad apportare il loro contributo alla società di cui sono membri. Pensando alla situazione in alcuni Paesi, vorrei ribadire, in particolare, che i cristiani sono cittadini allo stesso titolo degli altri, legati alla loro patria e fedeli a tutti i loro doveri nazionali. E' normale che essi possano godere di tutti i diritti di cittadinanza, della libertà di coscienza e di culto, della libertà nel campo dell'insegnamento e dell'educazione e nell'uso dei mezzi di comunicazione.

D'altra parte, vi sono Paesi dove, sebbene si accordi una grande importanza al pluralismo e alla tolleranza, paradossalmente si tende a considerare la religione come un fattore estraneo alla società moderna o addirittura destabilizzante, cercando con diversi mezzi di emarginarla e di impedirne ogni influenza nella vita sociale. Ma come si può negare il contributo delle grandi religioni del mondo allo sviluppo della civiltà? Come ha sottolineato Papa Benedetto XVI, la ricerca sincera di Dio ha portato ad un maggiore rispetto della dignità dell'uomo. Ad esempio, le comunità cristiane, con il loro patrimonio di valori e di principi, hanno fortemente contribuito alla presa di coscienza delle persone e dei popoli circa la propria identità e dignità, nonché alla conquista delle istituzioni dello Stato di diritto e all'affermazione dei diritti dell'uomo e dei suoi corrispettivi doveri. In tale prospettiva, è importante che i credenti, oggi come ieri, si sentano liberi di offrire il loro contributo alla promozione di un retto ordinamento delle realtà umane, non solo con un responsabile impegno civile, economico e politico, ma anche con la testimonianza della propria carità e fede.

Una terza sfida che la Santa Sede vorrebbe porre all'attenzione di questa assise concerne il prolungarsi della crisi economico-finanziaria mondiale. Tutti sappiamo che un elemento fondamentale della crisi attuale è il deficit di etica nelle strutture economiche. L'etica non è un elemento esterno all'economia e l'economia è senza futuro se non porta in sé l'elemento morale: in altri termini, la dimensione etica è fondamentale per affrontare i problemi economici. L'economia non funziona solo con un'autoregolamentazione del mercato e ancor meno con accordi che si limitano a conciliare gli interessi dei più potenti; essa ha bisogno di una ragione etica per funzionare per l'uomo. L'idea di produrre risorse e beni, ossia l'economia, e di gestirli in modo strategico, ovvero la politica,

senza cercare con le stesse azioni di fare il bene, ossia l'etica, si è rivelata essere un'illusione, ingenua o cinica, ma sempre fatale. D'altronde, ogni decisione economica ha una conseguenza morale. L'economia ha dunque bisogno dell'etica per il suo funzionamento corretto; non di un'etica qualsiasi, bensì di un'etica centrata sulla persona e capace di offrire delle prospettive alle nuove generazioni. Le attività economiche e commerciali orientate allo sviluppo dovrebbero essere capaci di ridurre effettivamente la povertà e di alleviare le sofferenze dei più poveri. In tal senso, la Santa Sede incoraggia il rafforzamento dell'Aiuto Pubblico allo Sviluppo, conformemente agli impegni assunti a Gleneagles, e la mia Delegazione auspica che le discussioni su questo tema, in occasione del prossimo Dialogo di alto livello sul "Finanziamento dello Sviluppo", portino ai risultati sperati. D'altronde, la Santa Sede ha sottolineato più volte l'importanza di una riflessione nuova e approfondita sul senso dell'economia e dei suoi fini, nonché una revisione lungimirante dell'architettura finanziaria e commerciale globale per correggerne le disfunzioni e le distorsioni. Questa revisione delle regole economiche internazionali deve inserirsi nel quadro dell'elaborazione di un nuovo modello globale di sviluppo. Lo esige, in realtà, lo stato di salute ecologica del pianeta; e lo richiede soprattutto la crisi culturale e morale dell'uomo, i cui sintomi da tempo sono evidenti in ogni parte del mondo.

Questa riflessione deve ispirare anche i lavori della Conferenza dell'ONU sullo sviluppo sostenibile (Rio+20) del giugno prossimo, nella convinzione che «l'essere umano deve essere al centro delle preoccupazioni per lo sviluppo sostenibile», come affermato dal primo principio della Dichiarazione di Rio su ambiente e sviluppo del 1992. Senso di responsabilità e salvaguardia per l'ambiente dovrebbero essere orientati dalla consapevolezza di essere una "famiglia delle Nazioni". L'idea di "famiglia" evoca immediatamente qualcosa di più che relazioni semplicemente funzionali o mere convergenze di interessi. Una famiglia è per sua natura una comunità basata sull'interdipendenza, sulla mutua fiducia, sul reciproco supporto e sul rispetto sincero. Il suo pieno sviluppo si basa non sulla supremazia del più forte, ma sull'attenzione al più debole e marginalizzato e la sua responsabilità si protende alle generazioni a venire. Il rispetto per l'ambiente dovrebbe renderci più attenti ai bisogni dei popoli più svantaggiati; esso dovrebbe creare una strategia per uno sviluppo centrato sulle persone, favorendo la solidarietà e la responsabilità nei confronti di tutti, comprese le generazioni future.

Detta strategia non può che trarre beneficio dalla Conferenza ONU sul Trattato sul commercio delle armi (TCA), prevista nel 2012. Un commercio di armi non regolamentato e non trasparente ha importanti ripercussioni negative. Esso rallenta lo sviluppo umano integrale, aumenta i rischi di conflitti, soprattutto interni, e di instabilità, diffonde una cultura di violenza e di impunità, spesso collegata con le attività criminali, quali il narcotraffico, la tratta di esseri umani e la pirateria, che costituiscono sempre più gravi problemi internazionali. I risultati dell'attuale processo del TCA rappresenteranno una prova della volontà reale degli Stati ad assumersi le proprie responsabilità morali e giuridiche in questo campo. La comunità internazionale deve preoccuparsi di giungere ad un Trattato sul Commercio delle Armi che sia efficace e attuabile, consapevole del gran numero di coloro che sono colpiti dal commercio illegale delle armi e delle munizioni, e delle loro sofferenze. Il principale obiettivo del Trattato dovrebbe infatti essere non solo quello di regolamentare il commercio delle armi convenzionali o di ostacolare il mercato nero delle stesse, ma anche e soprattutto quello di proteggere la vita umana e costruire un mondo più rispettoso della dignità umana.

Signor Presidente,

In effetti, è questo contributo alla costruzione di un mondo più rispettoso della dignità umana che dimostrerà la capacità effettiva dell'ONU di adempiere la sua missione, finalizzata ad aiutare la "famiglia delle Nazioni" a perseguire gli obiettivi comuni della pace, della sicurezza e di uno sviluppo umano integrale per tutti.

Il pensiero della Santa Sede va anche a quanto sta accadendo in alcuni Paesi del Nord Africa e del Medio Oriente. Vorrei qui rinnovare l'appello del Santo Padre Benedetto XVI affinché tutti i cittadini, in particolare i giovani, si adoperino per promuovere il bene comune e per costruire società dove la povertà sia sconfitta e dove ogni scelta politica sia ispirata dal rispetto per la persona umana, società nelle quali la pace e la concordia trionferanno sulla divisione, sull'odio e sulla violenza.

Un'ultima annotazione riguarda la richiesta di riconoscimento della Palestina quale Stato membro delle Nazioni Unite, presentata in questa sede il 23 settembre scorso dal Presidente dell'Autorità Nazionale Palestinese,

Signor Mahmoud Abbas. La Santa Sede considera tale iniziativa alla luce dei tentativi di dare una soluzione definitiva, con il sostegno della comunità internazionale, alla questione già affrontata con la Risoluzione 181 del 29 novembre 1947 dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite. Questo documento pone la base giuridica per l'esistenza di due Stati. Uno di questi ha già visto la luce, mentre l'altro non è ancora stato costituito, benché siano trascorsi sessantaquattro anni. La Santa Sede è persuasa che, se si vuole la pace, occorre saper adottare decisioni coraggiose. Essa auspica che gli Organi competenti delle Nazioni Unite prendano una decisione che aiuti a dare concreta attuazione all'obiettivo finale, cioè la realizzazione del diritto dei Palestinesi ad avere un proprio Stato indipendente e sovrano e del diritto degli Israeliani alla sicurezza, avendo i due Stati dei confini internazionalmente riconosciuti. La risposta delle Nazioni Unite, qualunque essa sia, non rappresenterà la soluzione completa e non si potrà giungere alla pace duratura se non tramite negoziati in buona fede fra Israeliani e Palestinesi, evitando azioni o condizioni che contraddicano le dichiarazioni di buona volontà. La Santa Sede, pertanto, esorta le Parti a riprendere con determinazione i negoziati e rivolge un pressante appello alla Comunità Internazionale, perché accresca il proprio impegno ed incentivi la propria creatività e le iniziative, affinché si giunga ad una pace duratura, nel rispetto dei diritti degli Israeliani e dei Palestinesi.

Grazie, Signor Presidente!

[01350-01.01] [Testo originale: Francese]

[B0569-XX.02]
